

# Région Île de France

## *PROJET DE BUDGET 2019*

---

### SÉCURITÉ

#### INVESTISSEMENT

**Chapitre 901 - Formation professionnelle et apprentissage**

13 - Formations sanitaires et sociales

**Chapitre 902 - Enseignement**

27 - Sécurité

**Chapitre 903 - Culture, sports et loisirs**

37 - Sécurité

**Chapitre 905 - Aménagement des territoires**

57 - Sécurité

**Chapitre 908 - Transports**

87 - Sécurité

#### FONCTIONNEMENT

**Chapitre 932 - Enseignement**

22 - Enseignement du second degré

**Chapitre 935 - Aménagement des territoires**

57 - Sécurité

### ANNEXE 5



# SOMMAIRE

<b>LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET 2019 .....</b>	<b>5</b>
<b>1<sup>ère</sup> PARTIE : LES PROPOSITIONS POUR 2019 .....</b>	<b>7</b>
<b>INVESTISSEMENT.....</b>	<b>8</b>
<b>FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>16</b>
<b>ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES CRÉDITS DE PAIEMENT .....</b>	<b>21</b>
<b>2<sup>ème</sup> PARTIE : BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2018 .....</b>	<b>24</b>
<b>INVESTISSEMENT.....</b>	<b>25</b>
<b>FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>34</b>



# LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET 2019

La lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence qui s'impose à tous les acteurs publics, dans le cadre d'une politique de « coproduction de la sécurité » à laquelle la Région entend, dans le cadre de ses compétences, contribuer de manière significative. Pour faire face à la menace terroriste et réduire la délinquance en Ile-de-France, le Conseil régional a souhaité agir pour améliorer la sécurité des Franciliens. Cette politique ambitieuse repose sur deux axes : le rapport « Bouclier de Sécurité » et le rapport « Mieux protéger les Victimes ».

Le rapport « Bouclier de Sécurité » s'est décliné dans une série de dispositifs opérationnels par délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016, afin de moderniser les équipements et soutenir la rénovation des commissariats de police municipale d'Ile-de-France et d'encourager les communes dans la mise en place d'équipements de vidéoprotection.

Par ailleurs, la convention Etat-Région relative à l'équipement de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au renforcement de la sécurité en Ile-de-France, adoptée par délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016, a profondément renouvelé le partenariat de la Région avec le ministère de l'Intérieur et plus particulièrement la préfecture de police de Paris. Outre le doublement du taux de subvention aux projets présentés par les services de l'Etat, la Région peut désormais financer l'équipement de la police régionale des transports (SDTRP) et de l'Unité de Police en charge de la sécurisation des touristes.

En adoptant la délibération cadre n° CR 2017-85 « Mieux protéger les Victimes », la Région a par ailleurs souhaité concentrer son action de fonctionnement en matière de sécurité sur les victimes d'infractions pénales, et en particulier les femmes victimes de violences, les victimes d'attentats et les victimes de délits routiers.

Après avoir triplé entre 2015 et 2016 puis progressé de + 10 % entre 2016, 2017 et 2018 afin d'engager les actions nouvelles souhaitées par l'exécutif, les crédits d'investissement consacrés à la sécurité s'établiront à **25,250 M€** en 2019, soit une nouvelle hausse de près de + 10 %.

Les crédits de fonctionnement doubleront en crédits de paiement pour financer le déploiement des brigades régionales de sécurité dans les lycées.

Les nouvelles actions engagées ont permis depuis 2016 :

- de sécuriser 504 lycées (377 publics et 127 privés) ;
- de soutenir 131 communes et EPCI pour l'équipement des polices municipales ;
- d'accompagner 167 communes et EPCI au titre de l'équipement en vidéo-protection ;
- de cofinancer la construction et rénovation de neuf commissariats de police municipale ;
- de soutenir 27 opérations de construction et de rénovation des commissariats et casernes de police nationale et de gendarmerie.

Ce budget ambitieux se décline en plusieurs dispositifs :

## En Investissement

### A/ La sécurisation des établissements d'enseignement et de formation

- La sécurisation des lycées, redevenue une priorité de notre collectivité grâce à l'impulsion donnée par la Présidente Valérie Pécresse, avec un budget proposé de **12,540 M€** en autorisations de programme, et l'accompagnement opérationnel des chefs d'établissements dans l'élaboration de leur diagnostic de sécurité et la mise en œuvre rapide des préconisations en découlant.

- La sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales avec un budget fixé à **0,300 M€**.

**B/ Le bouclier de sécurité proprement dit, à 12,410 M€ d'autorisations de programme, structuré autour des actions suivantes :**

- le soutien à l'implantation locale des forces de sécurité avec une dotation de **5,000 M€** ;
- le soutien à l'équipement en vidéoprotection des communes avec une dotation de **5,700 M€** ;
- le soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics avec une dotation de **1,610 M€** ;
- la ligne « Centres de déradicalisation » avec une dotation de **0,100 M€**.

## En Fonctionnement

La politique de sécurisation des établissements scolaires, publics comme privés, se poursuit. Afin de renforcer l'action régionale dans les lycées, il est prévu de créer, en 2019, des brigades régionales de sécurité. Ces brigades auront pour mission de renforcer ponctuellement la présence humaine dans les établissements franciliens, lors de situations d'urgence.

Dans le cadre du soutien régional pour mieux accompagner les victimes, **0,600 M€** d'autorisations d'engagement permettent le financement des deux actions suivantes :

- l'aide aux victimes d'infractions pénales : **0,400 M€** ;
- téléprotection grave danger : **0,200 M€**.

**1ère PARTIE :**

**LES PROPOSITIONS POUR 2019**

# **INVESTISSEMENT**



**PROJET DE BUDGET 2019**  
**RÉPARTITION INDICATIVE DES AP ET DES CP POUR 2019**

	<b>AUTORISATIONS DE PROGRAMME</b>		<b>CREDITS DE PAIEMENT</b>	
	<b>BP 2018</b>	<b>Proposition BP 2019</b>	<b>BP 2018</b>	<b>Proposition BP 2019</b>
	<b>M €</b>	<b>M €</b>	<b>M €</b>	<b>M €</b>
<b>901 - Formation professionnelle et apprentissage</b>	<b>0,300</b>	<b>0,300</b>	<b>0,150</b>	<b>0,300</b>
<b>13 - Formations sanitaires et sociales</b>	<b>0,300</b>	<b>0,300</b>	<b>0,150</b>	<b>0,300</b>
<b>Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales</b>	<b>0,300</b>	<b>0,300</b>	<b>0,150</b>	<b>0,300</b>
<i>HP13-005</i>				
Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales	0,300	0,300	0,150	0,300
<b>902 - Enseignement</b>	<b>11,300</b>	<b>12,540</b>	<b>11,300</b>	<b>12,540</b>
<b>27 - Sécurité</b>	<b>11,300</b>	<b>12,540</b>	<b>11,300</b>	<b>12,540</b>
<b>Sécurisation des lycées</b>	<b>11,300</b>	<b>12,540</b>	<b>11,300</b>	<b>12,540</b>
<i>HP27-001</i>				
Etudes de sécurité des lycées	0,100	0,100	0,100	0,100
Travaux de sécurité dans les lycées	2,200	2,200	2,200	2,200
Subvention pour la sécurité aux EPLE	7,000	8,240	7,000	8,240
Subventions pour la sécurité des lycées privés	2,000	2,000	2,000	2,000
<b>905 - Aménagement des territoires</b>	<b>11,410</b>	<b>12,410</b>	<b>7,700</b>	<b>10,160</b>
<b>57 - Sécurité</b>	<b>11,410</b>	<b>12,410</b>	<b>7,700</b>	<b>10,160</b>
<b>Bouclier de sécurité</b>	<b>11,410</b>	<b>12,410</b>	<b>7,700</b>	<b>10,160</b>
<i>HP57-001</i>				
Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité	5,000	5,000	3,500	3,500
Soutien à l'équipement en vidéo protection	5,200	5,700	2,700	5,160
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	1,010	1,610	1,410	1,410
Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité	0,100		0,050	0,003
Centres de déradicalisation	0,100	0,100	0,040	0,087

# PROJET DE BUDGET 2019

## RÉPARTITION INDICATIVE DES AP ET DES CP POUR 2019

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2018	Proposition BP 2019	BP 2018	Proposition BP 2019
	M €	M €	M €	M €
<b>908 - Transports</b>			<b>1,850</b>	
<b>87 - Sécurité</b>			<b>1,850</b>	
<b>Amélioration de la sécurité dans les transports en commun</b>			<b>1,850</b>	
<i>HP87-001</i>				
Amélioration de la sécurité dans les transports en commun			1,850	
<b>TOTAL</b>	<b>23,010</b>	<b>25,250</b>	<b>21,000</b>	<b>23,000</b>
HP	23,010	25,250	21,000	23,000

## RÉPARTITION INDICATIVE DES CRÉDITS DE PAIEMENT PAR NATURE

	Montant en M€
<b>CHAPITRE 901 - Formation professionnelle et apprentissage</b>	<b>0,300</b>
<b>Sous fonction 13 - Formations sanitaires et sociales</b>	<b>0,300</b>
204182 : Org. publics divers - Bâtiments et installations	0,050
20422 : Pers. de droit privé - Bâtiments et installations	0,250
<b>CHAPITRE 902 - Enseignement</b>	<b>12,540</b>
<b>Sous fonction 27 - Sécurité</b>	<b>12,540</b>
2031 : Frais d'études	0,100
20422 : Pers. de droit privé - Bâtiments et installations	2,000
2313 : Constructions	2,200
236.1 : Avances et acomptes versés aux EPLE sur immobilisations régi	8,240
<b>CHAPITRE 905 - Aménagement des territoires</b>	<b>10,160</b>
<b>Sous fonction 57 - Sécurité</b>	<b>10,160</b>
204112 : Etat - Bâtiments et installations	5,280
204132 : Départements - Bâtiments et installations	0,400
204141 : Communes et EPCI - Biens mobiliers, matériel et études	0,930
204142 : Communes et EPCI - Bâtiments et installations	3,550
<b>TOTAL</b>	<b>23,000</b>

## **PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION**

### **901 - Formation professionnelle et apprentissage**

#### **13 - Formations sanitaires et sociales**

**Programme : Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales**

**Action : Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales**

Compte tenu des besoins en équipements de sécurité des centres de formations sanitaires et sociales, principalement de vidéosurveillance et des portiques de sécurité, une dotation de **0,300 M€** d'autorisations de programme et de **0,300 M€** de crédits de paiement est inscrite en 2019.

## **902 - Enseignement**

### **27 - Sécurité**

#### **Programme : Sécurisation des lycées**

##### **Action : Etudes de sécurité des lycées**

Une dotation de **0,100 M€** d'autorisations de programme et de **0,100 M€** de crédits de paiement est inscrite en 2019 afin de financer des études de sécurité.

##### **Action : Travaux de sécurité dans les lycées**

Une dotation de **2,200 M€** d'autorisations de programme est inscrite en 2019 pour divers travaux de sécurisation (vidéoprotection, travaux sur les accès, clôtures, portails...) via l'utilisation des marchés à bons de commandes existants.

S'y ajoutent **2,200 M€** de crédits de paiement pour faire face aux engagements pris dans ce domaine.

##### **Action : Subvention pour la sécurité aux EPLE**

La dotation de **8,240 M€** d'autorisations de programme inscrite en 2019 permettra de répondre à la demande des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) qui assurent eux-mêmes la mise en œuvre des travaux et l'implantation des équipements de sécurité, avec l'aide technique des ingénieurs et des techniciens régionaux.

S'y ajoute une dotation de **8,240 M€** de crédits de paiement.

##### **Action : Subventions pour la sécurité des lycées privés**

Une dotation de **2,000 M€** d'autorisations de programme est reconduite en 2019, et la dotation de crédits de paiement est portée à **2,000 M€** afin de contribuer à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association avec l'Etat, dans les mêmes conditions que les EPLE.

## **905 - Aménagement des territoires**

### **57 - Sécurité**

#### **Programme : Bouclier de sécurité**

##### **Action : Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité**

Une dotation de **5,000 M€** d'autorisations de programme et de **3,500 M€** de crédits de paiement est inscrite en 2019 afin de participer au financement des opérations immobilières des forces de sécurité.

Ces opérations concernent la construction, la reconstruction ou la rénovation, notamment à des fins de sécurisation des commissariats et des gendarmeries, dans le cadre de la convention Etat-Région adoptée par délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016 et du soutien à l'équipement mobilier de la Police Régionale des Transports et de la Brigade de Sécurisation des Touristes.

##### **Action : Soutien à l'équipement en vidéo protection**

Une dotation de **5,700 M€** d'autorisations de programme et de **5,160 M€** de crédits de paiement est proposée en 2019 afin de soutenir les communes et EPCI dans la mise en place ou le développement d'équipements de vidéoprotection.

##### **Action : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics**

Une dotation de **1,610 M€** d'autorisations de programme et de **1,410 M€** de crédits de paiement est inscrite en 2019 afin de contribuer au renforcement et à la modernisation des équipements des forces de sécurité opérant en Ile-de-France.

##### **Action : Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité**

Une enveloppe de **0,003 M€** est proposée en crédits de paiement au budget 2019 afin de couvrir les engagements antérieurs.

##### **Action : Centres de déradicalisation**

Une dotation de **0,100 M€** d'autorisations de programme est inscrite afin de financer les études à l'installation d'un centre de déradicalisation en Ile-de-France, dans le cadre d'un partenariat avec le ministère de la Justice restant à construire en 2019.

Un montant de **0,087 M€** est prévu en crédits de paiement en 2019.

## **908 - Transports**

### **87 - Sécurité**

**Programme : Amélioration de la sécurité dans les transports en commun**

**Action : Amélioration de la sécurité dans les transports en commun**

Le déploiement de la vidéoprotection étant désormais assuré par Île-de-France Mobilités, en lien avec les opérateurs, il n'y a pas eu lieu d'inscrire d'autorisations de programme ou crédits de paiement au BP 2019.

# FONCTIONNEMENT



**PROJET DE BUDGET 2019**  
**RÉPARTITION INDICATIVE DES AE ET DES CP POUR 2019**

	<b>AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT</b>		<b>CREDITS DE PAIEMENT</b>	
	<b>BP 2018</b>	<b>Proposition BP 2019</b>	<b>BP 2018</b>	<b>Proposition BP 2019</b>
	<b>M €</b>	<b>M €</b>	<b>M €</b>	<b>M €</b>
<b>932 - Enseignement</b>				<b>0,600</b>
<b>22 - Enseignement du second degré</b>				<b>0,600</b>
<b>222 - Lycées publics</b>				<b>0,600</b>
<b>Rémunération des agents des brigades régionales de sécurité dans les lycées</b>				<b>0,600</b>
<i>HP222-027</i>				
Rémunération des agents des brigades régionales de sécurité dans les lycées				0,600
<b>935 - Aménagement des territoires</b>	<b>0,600</b>	<b>0,600</b>	<b>0,700</b>	<b>0,600</b>
<b>57 - Sécurité</b>	<b>0,600</b>	<b>0,600</b>	<b>0,700</b>	<b>0,600</b>
<b>Mieux accompagner les victimes</b>	<b>0,600</b>	<b>0,600</b>	<b>0,700</b>	<b>0,600</b>
<i>HP57-004</i>				
Action de prévention et de médiation			0,100	
Téléprotection Grave Danger	0,200	0,200	0,200	0,200
Aide aux victimes	0,400	0,400	0,400	0,400
<b>TOTAL</b>	<b>0,600</b>	<b>0,600</b>	<b>0,700</b>	<b>1,200</b>
HP	0,600	0,600	0,700	1,200

# RÉPARTITION INDICATIVE DES CRÉDITS DE PAIEMENT PAR NATURE

	Montant en M€
<b>CHAPITRE 932 - Enseignement</b>	<b>0,600</b>
<b>Sous fonction 22 - Enseignement du second degré</b>	<b>0,600</b>
<b>Code fonctionnel 222 - Lycées publics</b>	<b>0,600</b>
6251 : Voyages, déplacements et missions	0,001
6331 : Versement de transport	0,009
6332 : Cotisations versées au F.N.A.L.	0,002
6336 : Cotisations au CNFPT et au CDG de la fonction territoriale	0,003
64111 : Traitement	0,220
64112 : NBI, suppl. familial de traitement et indemnité de résidence	0,012
64118 : Autres indemnités.	0,110
64131 : Rémunérations	0,056
64132 : Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,002
64138 : Primes et autres indemnités	0,023
64162 : Emplois d'avenir	0,004
6417 : Rémunérations des apprentis	0,003
6451 : Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,060
6453 : Cotisations aux caisses de retraite	0,080
6454 : Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,005
6456 : Versement au F.N.C du supplément familial	0,001
6458 : Cotisations aux autres organismes sociaux	0,005
6488 : Autres charges	0,004
<b>CHAPITRE 935 - Aménagement des territoires</b>	<b>0,600</b>
<b>Sous fonction 57 - Sécurité</b>	<b>0,600</b>
65734 : Communes et structures intercommunales	0,030
65738 : Organismes publics divers	0,012
6574 : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	0,558
<b>TOTAL</b>	<b>1,200</b>

# PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

## 932 - Enseignement

### 22 - Enseignement du second degré

#### 222 - Lycées publics

**Programme : Rémunération des agents des brigades régionales de sécurité dans les lycées**

**Action : Rémunération des agents des brigades régionales de sécurité dans les lycées**

Une enveloppe prévisionnelle de **0,600 M€** est inscrite en crédits de paiement pour couvrir la rémunération des agents des brigades régionales de sécurité dans les lycées.

La lutte contre la violence dans le milieu scolaire est une priorité du nouvel exécutif. Ces brigades, composées de quinze agents, seront opérationnelles dès le printemps 2019. Elles auront des missions de prévention et de sécurisation afin de répondre aux situations de crises constatées dans les lycées. Complémentaires avec les équipes mobiles de sécurité déployées par le ministère de l'Education nationale, ces brigades réagiront aux problèmes rencontrés par les établissements, favoriseront l'apaisement et disposeront d'une expertise dans la lutte contre les violences en milieu scolaire. Elles seront formées par les rectorats.

## **935 - Aménagement des territoires**

### **57 - Sécurité**

#### **Programme : Mieux accompagner les victimes**

##### **Action : Téléprotection Grave Danger**

Cette action vise à cofinancer le dispositif de téléassistance dans le cadre de la protection des victimes de violences conjugales ou de viol, en situation de très grave danger.

Une dotation de **0,200 M€** d'autorisations d'engagement et de **0,200 M€** de crédits de paiement est inscrite en 2019.

##### **Action : Aide aux victimes**

Cette action, adoptée par la délibération cadre n° CR 2017-85 du 17 mai 2017, concerne le financement d'actions d'aide aux victimes d'infractions pénales, dont l'accès au droit, via un appel à projets.

Une dotation de **0,400 M€** d'autorisations d'engagement et de **0,400 M€** de crédits de paiement est inscrite en 2019 pour financer ces projets.

# **ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES CRÉDITS DE PAIEMENT**

## INVESTISSEMENT

Libellés	Restes à mandater sur AP antérieures à 2019	Proposition d'AP pour 2019	Echéancier des crédits de paiement			
			2019	2020	2021	Au-delà
<b>901 - Formation professionnelle et apprentissage</b>						
<b>13 - Formations sanitaires et sociales</b>	<b>0,097</b>	<b>0,300</b>	<b>0,300</b>	<b>0,097</b>		
<b>Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales</b>	<b>0,097</b>	<b>0,300</b>	<b>0,300</b>	<b>0,097</b>		
<b>HP13-005</b>						
écheancier des CP sur AP antérieures à 2019	0,097		0,097			
échéancier des CP sur AP 2019		0,300	0,203	0,097		
<b>902 - Enseignement</b>						
<b>27 - Sécurité</b>	<b>10,750</b>	<b>12,540</b>	<b>12,540</b>	<b>4,500</b>	<b>3,700</b>	<b>2,550</b>
<b>Sécurisation des lycées</b>	<b>10,750</b>	<b>12,540</b>	<b>12,540</b>	<b>4,500</b>	<b>3,700</b>	<b>2,550</b>
<b>HP27-001</b>						
écheancier des CP sur AP antérieures à 2019	10,750		4,300	2,500	2,200	1,750
échéancier des CP sur AP 2019		12,540	8,240	2,000	1,500	0,800
<b>903 - Culture, sports et loisirs</b>						
<b>37 - Sécurité</b>	<b>1,834</b>			<b>0,800</b>	<b>0,600</b>	<b>0,434</b>
<b>Sécurité dans les propriétés régionales</b>	<b>1,834</b>			<b>0,800</b>	<b>0,600</b>	<b>0,434</b>
<b>HP37-001</b>						
écheancier des CP sur AP antérieures à 2019	1,834			0,800	0,600	0,434
échéancier des CP sur AP 2019						
<b>905 - Aménagement des territoires</b>						
<b>57 - Sécurité</b>	<b>23,132</b>	<b>12,410</b>	<b>10,160</b>	<b>9,250</b>	<b>6,250</b>	<b>9,882</b>
<b>Bouclier de sécurité</b>	<b>23,132</b>	<b>12,410</b>	<b>10,160</b>	<b>9,250</b>	<b>6,250</b>	<b>9,882</b>
<b>HP57-001</b>						
écheancier des CP sur AP antérieures à 2019	23,132		9,660	7,500	4,000	1,972
échéancier des CP sur AP 2019		12,410	0,500	1,750	2,250	7,910
<b>TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT</b>	<b>35,813</b>	<b>25,250</b>	<b>23,000</b>	<b>14,647</b>	<b>10,550</b>	<b>12,866</b>
<b>Total des CP sur AP antérieures à 2019</b>	<b>35,813</b>		<b>14,057</b>	<b>10,800</b>	<b>6,800</b>	<b>4,156</b>
<b>Total des CP sur AP 2019</b>		<b>25,250</b>	<b>8,943</b>	<b>3,847</b>	<b>3,750</b>	<b>8,710</b>

## FONCTIONNEMENT

Libellés	Restes à mandater sur AE antérieures à 2019	Proposition d'AE pour 2019	Echéancier des crédits de paiement			
			2019	2020	2021	Au-delà
<b>935 - Aménagement des territoires</b>						
<b>57 - Sécurité</b>	<b>0,819</b>	<b>0,600</b>	<b>0,600</b>	<b>0,500</b>	<b>0,319</b>	
<b>Mieux accompagner les victimes</b>	<b>0,819</b>	<b>0,600</b>	<b>0,600</b>	<b>0,500</b>	<b>0,319</b>	
<b>HP57-004</b>						
échéancier des CP sur AE antérieures à 2019	0,819		0,500	0,200	0,119	
échéancier des CP sur AE 2019		0,600	0,100	0,300	0,200	
<b>TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT</b>	<b>0,819</b>	<b>0,600</b>	<b>0,600</b>	<b>0,500</b>	<b>0,319</b>	
<b>Total des CP sur AE antérieures à 2019</b>	<b>0,819</b>		<b>0,500</b>	<b>0,200</b>	<b>0,119</b>	
<b>Total des CP sur AE 2019</b>		<b>0,600</b>	<b>0,100</b>	<b>0,300</b>	<b>0,200</b>	

**2ème PARTIE :**

**BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2018**



# **INVESTISSEMENT**

## TABLEAU DE SYNTHÈSE

### BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2018

	<b>AUTORISATIONS DE PROGRAMME</b>		<b>CREDITS DE PAIEMENT</b>	
	<b>BP 2018</b>	<b>Prévision d'affectation au 31/12</b>	<b>BP 2018</b>	<b>Prévision de consommation au 31/12</b>
	M €	M €	M €	M €
<b>901 - Formation professionnelle et apprentissage</b>	<b>0,300</b>	<b>0,097</b>	<b>0,150</b>	
<b>13 - Formations sanitaires et sociales</b>	<b>0,300</b>	<b>0,097</b>	<b>0,150</b>	
<b>Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales</b>	<b>0,300</b>	<b>0,097</b>	<b>0,150</b>	
<i>HP13-005</i>				
Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales	0,300	0,097	0,150	
<b>902 - Enseignement</b>	<b>11,300</b>	<b>11,652</b>	<b>11,300</b>	<b>9,140</b>
<b>27 - Sécurité</b>	<b>11,300</b>	<b>11,652</b>	<b>11,300</b>	<b>9,140</b>
<b>Sécurisation des lycées</b>	<b>11,300</b>	<b>11,652</b>	<b>11,300</b>	<b>9,140</b>
<i>HP27-001</i>				
Etudes de sécurité des lycées	0,100	0,436	0,100	0,056
Travaux de sécurité dans les lycées	2,200	2,800	2,200	1,673
Subvention pour la sécurité aux EPLE	7,000	7,304	7,000	6,884
Subventions pour la sécurité des lycées privés	2,000	1,112	2,000	0,527
<b>903 - Culture, sports et loisirs</b>				<b>0,410</b>
<b>37 - Sécurité</b>				<b>0,410</b>
<b>Sécurité dans les propriétés régionales</b>				<b>0,410</b>
<i>HP37-001</i>				
Sécurité des Iles de loisirs				0,410
<b>905 - Aménagement des territoires</b>	<b>11,410</b>	<b>8,826</b>	<b>7,700</b>	<b>6,096</b>
<b>57 - Sécurité</b>	<b>11,410</b>	<b>8,826</b>	<b>7,700</b>	<b>6,096</b>
<b>Bouclier de sécurité</b>	<b>11,410</b>	<b>8,826</b>	<b>7,700</b>	<b>6,026</b>
<i>HP57-001</i>				
Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité	5,000	3,924	3,500	3,118
Soutien à l'équipement en vidéo protection	5,200	4,213	2,700	2,653
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	1,010	0,689	1,410	0,253
Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité	0,100		0,050	0,002
Centres de déradicalisation	0,100		0,040	
<b>Stratégie locale de prévention, de médiation et de sécurité</b>				<b>0,070</b>
<i>HP57-006</i>				
Stratégie locale de prévention, de médiation et de sécurité				0,070

# TABLEAU DE SYNTHÈSE

## BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2018

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2018	Prévision d'affectation au 31/12	BP 2018	Prévision de consommation au 31/12
	M €	M €	M €	M €
<b>908 - Transports</b>			<b>1,850</b>	
<b>87 - Sécurité</b>			<b>1,850</b>	
<b>Amélioration de la sécurité dans les transports en commun</b>			<b>1,850</b>	
<i>HP87-001</i>				
Amélioration de la sécurité dans les transports en commun			1,850	
<b>TOTAL</b>	<b>23,010</b>	<b>20,575</b>	<b>21,000</b>	<b>15,646</b>
HP	23,010	20,575	21,000	15,646

# **PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION**

## **901 - Formation professionnelle et apprentissage**

### **13 - Formations sanitaires et sociales**

**Programme : Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales**

**Action : Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales**

Compte tenu des besoins en équipements de sécurité des instituts, principalement de vidéosurveillance, le montant total des autorisations de programme affectées en 2018 a été de **0,097 M€**.

Aucune consommation en crédits de paiement n'est prévue.

## **902 - Enseignement**

### **27 - Sécurité**

#### **Programme : Sécurisation des lycées**

Les affectations 2018 ont consisté en des travaux de sécurisation et de contrôle des accès, des dispositifs d'alarme anti-intrusion et des équipements en vidéoprotection.

Le montant total des autorisations de programme affectées en 2018 a été de **11,652 M€**.

#### **Action : Etudes de sécurité des lycées**

En 2018, **0,436 M€** d'autorisations de programme ont été affectés, les crédits de paiement estimés sur l'action s'élèvent à **0,056 M€**.

#### **Action : Travaux de sécurité dans les lycées**

Un montant de **2,800 M€** d'autorisations de programme a été affecté et **1,673 M€** de crédits de paiement sont prévus sur cette action en 2018.

#### **Action : Subvention pour la sécurité aux EPLE**

Un montant de **7,304 M€** d'autorisations de programme a été affecté et **6,884 M€** de crédits de paiement sont prévus sur cette action en 2018.

#### **Action : Subventions pour la sécurité des lycées privés**

**1,112 M€** d'autorisations de programme ont été affectés, les crédits de paiement sur l'action sont estimés à **0,527 M€**.

## **903 - Culture, sports et loisirs**

### **37 - Sécurité**

**Programme : Sécurité dans les propriétés régionales**

**Action : Sécurité des Iles de loisirs**

Le montant prévisionnel de crédits de paiement pour 2018 s'élève à **0,410 M€**.

## 905 - Aménagement des territoires

### 57 - Sécurité

#### Programme : Bouclier de sécurité

##### Action : Soutien à l'implantation locale des forces de sécurité

L'Exécutif régional a permis le renouvellement de la convention Etat-Région adoptée par délibération n° CR 212-16 du 18 novembre 2016.

Dix opérations de construction et rénovation de commissariats de Police nationale et de casernes de Gendarmerie nationale ont été financées lors de la CP de novembre pour un montant total d'affectations de **3,373 M€** :

- Construction de l'Hôtel de Police de Torcy : 1,000 M€ ;
- Réhabilitation et extension du commissariat du Kremlin-Bicêtre : 1,000 M€ ;
- Réhabilitation, extension et sécurisation de la Caserne de Melun : 0,873 M€ ;
- Sécurisation de la DTSP 93 : 0,018 M€ ;
- Sécurisation du Commissariat de Bagnolet : 0,021 M€ ;
- Sécurisation du Commissariat de Chennevières sur Marne : 0,053 M€ ;
- Sécurisation du Commissariat de Courbevoie : 0,040 M€ ;
- Sécurisation du Commissariat des Lilas : 0,035 M€ ;
- Sécurisation du Commissariat de Saint-Cloud : 0,300 M€ ;
- Sécurisation du Commissariat d'Asnières-sur-Seine : 0,033 M€.

Il a également été procédé au financement de l'achat de **33 véhicules** pour la Police Régionale des Transports pour un montant de **0,552 M€**.

Le montant prévisionnel des crédits de paiement pour 2018 s'élève à **3,118 M€**.

##### Action : Soutien à l'équipement en vidéo protection

Par délibérations CR 10-16 du 21 janvier 2016 et CP 16-132 du 18 mai 2016 relatives à la mise en place du Bouclier de Sécurité, la Région a souhaité soutenir les communes et leurs groupements (établissements publics de coopération intercommunale et établissements publics territoriaux) dans la mise en place d'équipements de vidéoprotection pour lutter contre la délinquance de voie publique et notamment les cambriolages.

Pour cette deuxième année de mise en œuvre, le montant des affectations a été de **4,213 M€** au profit de **67** communes et EPCI franciliens :

- 77 - 14 communes : 0,502 M€ ;
- 78 - 9 communes : 0,336 M€ ;
- 91 - 17 communes : 1,084 M€ ;
- 92 - 10 communes : 0,692 M€ ;
- 93 - 5 communes : 0,301 M€ ;
- 94 - 5 communes : 0,475 M€ ;
- 95 - 7 communes : 0,823 M€.

Le montant prévisionnel des crédits de paiement pour 2018 s'élève à **2,653 M€**.

##### Action : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Par délibérations CR 10-16 du 21 janvier 2016 et CP 16-132 du 18 mai 2016 relatives à la mise en place du bouclier de sécurité, la Région a souhaité soutenir la modernisation des polices municipales d'Île-de-France, confirmant ainsi la volonté de l'Exécutif régional de mettre tout en œuvre pour renforcer au quotidien la sécurité des Franciliens.

Une affectation d'un total de **0,689 M€** a permis de participer au financement de l'équipement des polices municipales de 57 communes et EPCI franciliens :

- 77 - 14 communes : 0,180 M€ ;
- 78 - 5 communes : 0,029 M€ ;

- 91 - 9 communes : 0,075 M€ ;
- 92 - 3 communes : 0,012 M€ ;
- 93 - 10 communes : 0,263 M€ ;
- 94 - 4 communes : 0,027 M€ ;
- 95 - 12 communes : 0,103 M€.

Le montant prévisionnel des crédits de paiement pour 2018 s'élève à **0,253 M€**.

**Action : Fonds régional d'aide à l'équipement en portiques de sécurité**

Le montant prévisionnel de crédits de paiement pour 2018 s'élève à **0,002 M€**.

**Action : Centres de déradicalisation**

L'action, destinée à financer les études nécessaires à l'installation d'un centre de déradicalisation en Île-de-France, n'a pas été utilisée en l'absence de projet émanant du ministère de la Justice.

**Programme : Stratégie locale de prévention, de médiation et de sécurité**

**Action : Stratégie locale de prévention, de médiation et de sécurité**

Le montant prévisionnel de crédits de paiement pour 2018 s'élève à **0,070 M€** pour couvrir les engagements antérieurs.



## **908 - Transports**

### **87 - Sécurité**

**Programme : Amélioration de la sécurité dans les transports en commun**

**Action : Amélioration de la sécurité dans les transports en commun**

Le déploiement de la vidéoprotection étant désormais assuré par Île-de-France Mobilités, en lien avec les opérateurs, il n'y a pas eu lieu de prévoir d'autorisations de programme ni de crédits de paiement en 2018.

# FONCTIONNEMENT

# TABLEAU DE SYNTHÈSE

## BILAN PRÉVISIONNEL DE L'EXÉCUTION 2018

	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT		CREDITS DE PAIEMENT	
	BP 2018	Prévision d'affectation au 31/12	BP 2018	Prévision de consommation au 31/12
	M €	M €	M €	M €
<b>935 - Aménagement des territoires</b>	<b>0,600</b>	<b>0,469</b>	<b>0,700</b>	<b>0,644</b>
<b>57 - Sécurité</b>	<b>0,600</b>	<b>0,469</b>	<b>0,700</b>	<b>0,644</b>
<b>Mieux accompagner les victimes</b>	<b>0,600</b>	<b>0,469</b>	<b>0,700</b>	<b>0,644</b>
<i>HP57-004</i>				
Action de prévention et de médiation			0,100	0,122
Téléprotection Grave Danger	0,200	0,082	0,200	0,074
Aide aux victimes	0,400	0,387	0,400	0,448
<b>TOTAL</b>	<b>0,600</b>	<b>0,469</b>	<b>0,700</b>	<b>0,644</b>
HP	0,600	0,469	0,700	0,644

# PRÉSENTATION DÉTAILLÉE PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

## 935 - Aménagement des territoires

### 57 - Sécurité

#### Programme : Mieux accompagner les victimes

##### Action : Action de prévention et de médiation

Au titre des engagements passés il est prévu de consommer **0,122 M€** en crédits de paiement.

##### Action : Téléprotection Grave Danger

Cette action permet le soutien au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) qui attribue un téléphone d'alerte aux victimes de violences conjugales ou de viol, en situation de très grave danger. La Région finance ainsi les associations référentes dans chaque département, ainsi que des téléphones par voie de fonds de concours.

En 2018, le ministère de la Justice a signé une convention nationale sur ce dispositif remplaçant l'ensemble des dispositifs TGD par département. La Région a maintenu son souhait de contribuer au développement des actions menées par les associations sur le territoire francilien. Le Procureur de la République de Paris a souhaité maintenir un dispositif pour Paris. La Région a donc poursuivi son financement au travers d'un avenant. Pour les autres départements franciliens, en l'absence d'avenants, il a été décidé de soutenir directement les associations référentes TGD.

Il a été voté le soutien aux **9 associations référentes**, pour un montant d'affectations de **0,082 M€** :

- CIDFF 75 : 13 000 €
- SOS Femmes 77 : 10 000 €
- CIDFF 78 : 1 860 €
- MEDIAVIP 91 : 6 000 €
- Escalier Solidarité Femmes : 12 000 €
- SOS Victimes 93 : 13 500 €
- Tremplin 94 – SOS Femmes : 5 038 €
- CIDFF 95 : 13 500 €
- Du côté des femmes : 6 689 €

La consommation de crédits de paiement prévue sur cette action est de **0,074 M€**.

##### Action : Aide aux victimes

En adoptant le 17 mai 2017 la délibération cadre n° CR 2017-85 « Mieux protéger les victimes », la Région a souhaité concentrer son action de fonctionnement en matière de sécurité sur les victimes d'infractions pénales, et en particulier les femmes victimes de violences, les victimes d'attentats et les victimes de délits routiers.

Ainsi, en 2018, 27 subventions ont été allouées à des associations œuvrant en matière d'aide aux victimes d'infractions pénales, représentant un montant d'affectations de **0,387 M€**.

Les besoins en crédits de paiement sont estimés à **0,448 M€**.